



## Conseil économique et social

Distr. générale  
15 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session  
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par New Japan Women's Association, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



## Déclaration

Depuis sa création en 1962, New Japan Women's Association, avec ses 150.000 membres à travers le Japon, œuvre pour la suppression des armes nucléaires, en faveur des droits fondamentaux des femmes et des enfants, et pour la solidarité avec les femmes dans le monde pour la paix.

### **Les pays développés sont appelés à montrer l'exemple dans les efforts déployés pour construire un monde pacifique, juste et durable**

New Japan Women's Association se félicite de l'adoption par la soixante-dixième Assemblée générale des Nations Unies d'un nouveau programme de développement intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » qui a fixé 17 objectifs de développement durable comme objectifs et cibles pour le monde entier, les pays développés tout comme les pays en développement et non seulement des donateurs riches qui aident des bénéficiaires pauvres appelant tout membre de la société à agir. En tant qu'association de femmes du Japon, l'un des pays les plus développés, New Japan Women's Association demande instamment au Gouvernement japonais de montrer l'exemple quant à la mise en œuvre du nouveau programme de développement.

Au Japon, le premier des objectifs de développement durable qui consiste à éliminer la pauvreté, est un défi. Le Premier ministre Abe Shinô prônait sa politique économique en utilisant des formules choc telles que « les femmes sont essentielles à la stratégie de croissance » et « construire le Japon où toute les femmes peuvent briller ». Il a récemment annoncé trois nouveaux piliers de politique : un progrès économique solide, un soutien à l'éducation des enfants, et des mesures de sécurité sociale améliorées.

La réalité, toutefois, est que le produit intérieur brut est en baisse depuis l'augmentation, l'année dernière, du taux de la taxe sur la consommation. L'emploi temporaire ne cesse de croître et parmi les femmes employées 56 % sont des travailleuses temporaires. Le gouvernement a forcé la révision défavorable de la loi sur le travail temporaire pour lever les mesures d'embauche des travailleurs intérimaires, dont la plupart sont des femmes. Par cet amendement les travailleurs temporaires se voient refuser la possibilité d'avoir un emploi direct, et pour les femmes, cela signifie que le fondement même de leur autonomie économique est menacé.

Alors que le Premier ministre s'est engagé à augmenter « le soutien à l'éducation des enfants », la politique du gouvernement a résulté en l'allongement de la liste des enfants qui ont besoin de crèches et à de frais de garderie plus élevés, aggravant ainsi les conditions qui assurent aux familles d'élever leurs enfants sans anxiété dans un environnement sûr et sain au lieu de les améliorer. Le gouvernement a également maintenu la réduction des dépenses de sécurité sociale, en imposant des charges plus lourdes aux personnes ayant des primes de pensions plus élevées et moins d'avantages, et ayant plus de frais médicaux et moins de services. Les personnes s'inquiètent de plus en plus pour leur avenir. Il entend participer au partenariat Trans-Pacifique, et à relancer et exporter des réacteurs nucléaires affirmant que l'énergie nucléaire peut atténuer le réchauffement climatique. Tous ces éléments font partie de la stratégie de croissance du Premier ministre, qui place en priorité les bénéfices de sociétés transnationales au détriment des moyens de

subsistance du peuple. Le gouvernement est même décidé à supprimer les subventions versées aux victimes de la catastrophe du grand tremblement de terre qui a frappé l'est du Japon et de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi de la compagnie électrique de Tokyo. Entre-temps, il cherche un budget militaire record, et est prêt à promouvoir les exportations d'armes en violation des Constitutions. Le coup de pouce donné par le Cabinet à chacune de ces politiques économiques visant à faire du Japon la « nation la plus favorable aux affaires dans le monde », avec son plan pour transformer le Japon en un état militariste, a suscité les critiques du public et des femmes font entendre leur voix, disant: « si le gouvernement veut réellement que les femmes jouent un rôle actif, il devrait créer plus d'emplois réguliers, augmenter les salaires, construire plus de crèches et allouer des prestations de retraite adéquates! ».

### **Supprimer le militarisme pour éliminer la violence contre les femmes**

Pour la neuvième Conférence des États parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui a eu lieu entre la fin avril et mai 2015, la société civile japonaise a présenté plus de 6,3 millions de signatures demandant aux gouvernements d'entamer rapidement les négociations sur une convention interdisant les armes nucléaires. Pas moins de 1,5 million de ces signatures ont été collectées par les membres de notre association. Nous sommes convaincus que le mouvement que nous avons mené au Japon bombardé à la bombe atomique, avec les Hibakusha, survivants de la bombe atomique, appelant à l'abolition des armes nucléaires, a fait une différence dans la politique internationale comme on le voit dans le soutien croissant pour l'approche vers l'interdiction de ces armes à partir de perspectives humanitaires.

Même après le passage forcé des projets de lois, la lutte continue demandant l'abolition de la loi sur la guerre, et l'initiative vise à établir un nouveau gouvernement à travers la coopération entre les partis, les organisations et les personnes qui partagent l'objectif d'abolition des lois sur la guerre. Ce qui est impressionnant, c'est la façon avec laquelle les femmes et les jeunes ont été habilités à devenir des agents de changement. Tant face au bâtiment de la Diète nationale que dans les communautés partout au Japon, ils organisent et mobilisent en disant: « ne permettez jamais que nos enfants soient envoyés au champ de bataille », « ne permettez pas que l'enfant d'autrui soit tué », et « c'est nous qui devons décider de notre propre avenir ».

Le 29 septembre, le gouvernement japonais a annoncé l'achèvement du premier plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Le projet final a été élaboré grâce à des consultations avec la société civile, mais un amendement important a été introduit avant sa publication. La référence à la responsabilité de guerre du Japon, dont la violence sexuelle exercée sur les femmes a été supprimée du préambule. Les descriptions des mesures de protection relatives à la violence sexiste exercée par le personnel militaire étranger en poste au Japon et à la prévention du discours haineux ont également disparu. À Okinawa, où la lutte « Tout Okinawa » contre la construction de la nouvelle base est en cours avec le gouverneur qui joue un rôle de premier plan, et ailleurs au Japon, qui accueille plus de 130 bases et installations militaires américaines, les populations locales continuent de subir des préjudices graves à cause de la présence militaire, dont la

violence sexuelle exercée à l'encontre des femmes et des filles par des militaires américains. Le gouvernement du Japon devrait être tenu responsable pour avoir édulcoré l'esprit et le but de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité dans le Plan d'action national du Japon.

En outre, dans la version japonaise du Plan d'action national, le gouvernement a remplacé le mot « genre » partout où il figurait dans le projet final avec un libellé japonais comme « la participation égale des hommes et des femmes », « par /en fonction du sexe », ou « les femmes ». Le premier secrétaire du cabinet, qui détient un poste clé dans les mécanismes nationaux de promotion de l'égalité des genres, a été récemment critiqué pour avoir déclaré qu'il s'attendait que les femmes japonaises « contribuent à l'État en ayant plus d'enfants ». New Japan Women's Association est résolue à agir en solidarité avec les femmes au Japon et dans le monde pour promouvoir « l'égalité des sexes, le développement et la paix » ainsi que pour atteindre les objectifs de développement durable afin de parvenir à un monde pacifique, juste et durable.

---

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.